

SPE/ Arrivée le :

- 6 MARS 2014

N° 317

DDTM - Police de l'Eau

62 Bd de Belfort - BP 289
59019 LILLE Cedex

A l'attention de Monsieur STANISLAVE

Courrier arrivé

Douai, le 5 mars 2014

- 6 MARS 2014

Implantations Régionales

Rhône-Méditerranée
Allée Charles Chaplin
B.P. 50 021
13691 Martigues Cedex
Téléphone : 04 42 13 01 70
berim.martigues@berim.fr

Corse
Résidence Barbesino Bâtiment B
Route Royale
20600 Bastia
Téléphone : 04 95 30 96 31
berimbastia@berim.fr

Midi-Pyrénées
Bâtiment A - Parc le Diapason
108, rue Jean Bart
31670 Labège
Téléphone : 05.34.31.18.58
berim.toulouse@berim.fr

Nord - Pas-de-Calais - Picardie
297, Boulevard de Liège
CS70103
59502 Douai Cedex
Téléphone : 03 27 08 16 20
berim.douai@berim.fr

Normandie
Pépinière du Madrillet
50, rue Ettore Bugatti - BP 34
76800 Saint-Etienne du Rouvray
Téléphone : 02 35 65 78 90

Rhône-Alpes - Auvergne
Immeuble Rencontre
17, place de la Paix
69200 Vénissieux
Téléphone : 04 72 50 04 31
berim.venissieux@berim.fr

Bretagne - Pays-de-la-Loire
Les Salorges 2
3, boulevard Salvador Allende
44100 Nantes
Téléphone : 02 40 20 69 69
berim.nantes@berim.fr

Martinique
Immeuble Marsan - Kerlys n° 27
97200 Fort de France
Téléphone : 0 596 60 60 57
martinique@berim.fr

ESCAUTPONT - Construction d'un parc d'activités PME/PMI des Bruilles
Bm 31120233 DDTM du Nord / SEE

N/Réf : DDX/pm/aj/3096

Affaire suivie par David DEVAUX

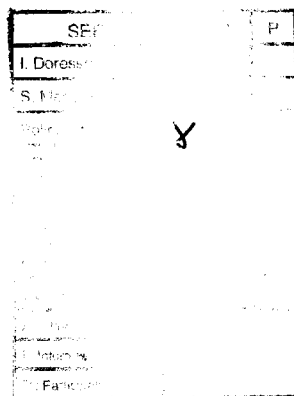
Objet : Dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau

Monsieur,

Dans le cadre de l'affaire citée en objet, nous vous prions de bien vouloir trouver, ci-joint, le dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau, en 3 exemplaires papier et un exemplaire sur support CD.

Restant à votre disposition et vous souhaitant bonne réception de la présente,

Nous vous prions de croire, Monsieur, en l'assurance de nos sentiments dévoués.



David DEVAUX



PRÉFECTURE DU NORD

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
LA CONSTRUCTION D'UN PARC D'ACTIVITES PME/PMI DES BRUILLES
A ESCAUTPONT**

COMMUNE D'ESCAUTPONT

DOSSIER N° 59-2014-00099

LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS
Le préfet du NORD

Commandeur de l'Ordre national du mérite

Commandeur de la Légion d'honneur

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé le 06/03/2014 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 12/06/2014, présenté par SEM SEAA, Société d'Équipement et d'Aménagement des Ardennes, représentée par Monsieur Patrick PEROT, Directeur général, enregistré sous le n° 59-2014-00099 et relatif à LA CONSTRUCTION D'UN PARC D'ACTIVITES

PME/PMI DES BRUILLES A ESCAUTPONT ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**SEM SEAA – Société d'Équipement et d'Aménagement des Ardennes
6, rue des Mésanges - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES**

concernant :

LA CONSTRUCTION D'UN PARC D'ACTIVITES PME/PMI DES BRUILLES

dont la réalisation est prévue dans la commune de ESCAUTPONT.

.../...

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 12/08/2014, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie d'ESCAUTPONT où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune d'ESCAUTPONT par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le **25 JUIN 2014**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Cellule Police de l'Eau,



Lionel STANISLAVE

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

54/PE

Monsieur le Directeur
de la SEM SEAA
Société d'Équipement et d'Aménagement des Ardennes
6, rue des Mésanges

08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

Lille, le 16 JAN. 2015

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

« la construction d'un parc d'activités PME/PMI des Bruilles à Escautpont »,

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 25/06/2014, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**
Cet accord est basé sur le dossier indice E de janvier 2015.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux. Vous voudrez donc bien nous communiquer ces dates sur la base du modèle joint.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de ESCAUTPONT pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...).

Ce dossier, enregistré sous le n° 59-2014-00099, est suivi par François DEWILDE (Tél. 03 28 03 84 20 – francois.dewilde@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Valenciennois

DOCUMENT À ENVOYER IMPERATIVEMENT

SEM SEAA

« Construction d'un parc d'activités PME/PMI des Bruilles à Escoutpont »

Dossier Loi sur l'Eau n°59-2014-00099

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare démarrer les travaux à la date du

À retourner dûment complété à :

- DDTM du Nord
Service Eau Environnement – Cellule Police de l'Eau
62, boulevard de Belfort
CS90007
59042 LILLE CEDEX



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

SS/PE

Monsieur le Maire de la commune d'ESCAUTPONT
Rue Henri Durre

59278 ESCAUTPONT

Lille, le **16 JAN. 2015**

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la SEM SEAA, en date du 06/03/2014, concernant l'opération suivante :

« construction d'un parc d'activités PME/PMI des Bruilles à Escautpont ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

François DEWILDE, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2014-00099 se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 20 – francois.dewilde@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Valenciennois